

GRANDS LACS: COLONISATION ET ORIGINE DES CONFLITS ET MASSACRES DES TUTSI (4ème)

15 oct. 2020 Par [Manzi-Ye](#)

- Mediapart.fr

Les conflits communautaires à l'est du Congo-Zaïre perdurent depuis le début des années 60 et sont devenus des soupapes d'insécurité instrumentalisées par des acteurs intéressés congolais et étrangers pour leurs objectifs inavoués.

COLONISATION ET ORIGINE DES CONFLITS AYANT ENTRAINE LA HAINE ET PLUSIEURS MASSACRES DES TUTSI

Quatrième partie



Par Basile Diatezwa
Homme politique congolais
basile.diatezwa@gmail.com

II.2. Le cas du Sud-Kivu

Le Sud-Kivu est composé des communautés dites autochtones comme les Bashi, les Barega, les Bafulero, les Babembe, les Barundi, les Bavira, les Banyarwanda labélisés Banyamulenge ; les langues Shi, Fulero, Barundi et Bavira sont apparentées au Kinyarwanda. Les Banyarwanda du Sud-Kivu sont en majorité des éleveurs descendants des Tutsi du Rwanda et du Burundi ; ils sont installés dans les Haut Plateaux d'Itombwe avant la Conférence de Berlin de 1885 sur le partage de l'Afrique (HIERNAUX J.) ; des communautés dites autochtones affirment plutôt que ces Tutsi sont des réfugiés et immigrés économiques venant du Rwanda depuis le début du 20^{ème} siècle ; ces Banyarwanda ont adopté le label de Banyamulenge (les gens de Mulenge du nom d'une localité dans le territoire d'Uvira), terme popularisé au début des années 70 pour se distinguer des réfugiés ou des immigrés économiques ; les Tutsi ne constituent pas la majorité des habitants de cette localité de Mulenge plus peuplée des Vira. Il est à signaler que dans la période précoloniale, le Rwanda tentait de dominer les royaumes Shi ; ceux-ci sont généralement antipathiques vis à des Tutsi suite à ces différentes tentatives d'invasion ; notons aussi que des Shi et des Rwandais se retrouvent dans des clans communs. Le terme Banyamulenge est galvaudé avec le temps pour désigner indifféremment tous les Tutsi du Congo.

II.2.a. La chronologie des violences contre les Tutsi dans le Sud-Kivu

Dans un rapport sur les violences ethniques publié en juillet 1996, *Human Rights Watch et la Fédération Internationale des Droits de l'Homme – FIDH* accusent le gouvernement de complicité dans les violences contre les Tutsi. En août 1996, des milices Bafulero commanditées par le Vice-Président du *Haut Conseil de la République – Parlement de Transition – HCR_PT Anzuluni BEMBE* se livrent à des tueries contre les Banyamulenge et à les chasser des hauts plateaux ; les rebelles Hutu burundais les accompagnent dans cette mission criminelle. Peu avant ces exploits macabres, le Commissaire de la zone d'Uvira avait tenu des propos incendiaires contre les Banyamulenge dans un temple protestant : « *Quand vous rencontrez un serpent sur la route, que faites-vous ? Vous les tuez n'est-ce pas ? Alors, qu'attendez-vous ? Ne voyez-vous pas des serpents parmi nous ?* ». Le 9 septembre 1996, venant du Sud-Kivu un flux de réfugiés Banyamulenge vers le Rwanda, fuyant les massacres ; les violences gagnent Bukavu où des manifestants exigent l'expulsion de tous les Tutsi vers le Rwanda. Les ratonnades contre les Tutsi s'amplifient et sont l'œuvre des soldats zaïrois, des milices Hutu et des excités dans la population. Le 17 septembre 1996, des armées armées Bembe, avec le soutien des FAZ, vont tuer tous les hommes Banyamulenge et vont violer toutes les femmes épargnées dans le village de Kabela ; le ministre des affaires étrangères du Rwanda dénonce ces violences et ces massacres des Tutsi au Congo.

Le 23 septembre 1996, des militaires FAZ ont tué le chef de la communauté Banyamulenge et une quinzaine de Tutsi à la poste frontière de Kamanyola ; ces Banyamulenge étaient accusés d'être des infiltrés rwandais sur le territoire zaïrois

Le 26 septembre 1996 Dans le territoire de Fizi, des centaines de civils Banyamulenge quittent le village de Bibokoboko et ses environs pour se réfugier à Baraka et Lueba ; avec le soutien des FAZ, des milices Bembe ont tué près de 300 civils Banyamulenge, la plupart à l'arme blanche, parmi lesquelles se

trouvaient des femmes et des enfants. Des femmes et des mineures, ont été violées collectivement avant d'être tuées.

Le 28 septembre 1996, la rébellion de l'*Alliance des Forces Démocratiques de Libération - AFDL*, soutenue par le Rwanda, attaque les positions des soldats des *Forces Armées Zaïroises - FAZ* dans les montagnes d'Uvira ; les rebelles affirment vouloir chasser Mobutu et garantir la nationalité à tous.

Le 29 septembre 1996, dans le village de Lueba, des milices Bembe tuent 152 civils Banyamulenge avec le soutien des *FAZ* ; des femmes et des mineures, sont victimes de viols collectifs. Dans la nuit du 29 au 30 septembre 1996, des milices Bembe tuent une centaine de civils Banyamulenge près du village de Mboko, des rescapées de la tuerie de Lueba que les miliciens avaient emmenées pour les expulser au Rwanda ; certains hommes ont été ligotés puis jetés dans le lac Tanganyika. Le 2 octobre 1996, des jeunes excités et des soldats des *FAZ* ont tué quinze Banyamulenge dans le village de Sange ; ils ont été escortés pour une expulsion vers le Rwanda.

Le 6 octobre 1996, des éléments armés Banyamulenge sont accusés d'avoir tué à Lemera une trentaine de personnes dont des civils et militaires qui recevaient des soins à l'hôpital local ; suite à ce massacre le Vice-Gouverneur du Sud-Kivu, *LWABANJI LWASI* (actuel ministre provincial de l'intérieur et de la sécurité du Sud-Kivu), avait donné une semaine aux Banyamulenge pour quitter définitivement le Zaïre sous peine d'être considérés et traités comme des éléments armés infiltrés. Le 10 octobre, le Rwanda encourage les Banyamulenge de sexe masculin à rester au Zaïre et à se battre pour le respect de leurs droits ; le Gouverneur du Sud-Kivu, le pasteur *KYEMBWA wa LUMONA*, va inviter tous les jeunes du Sud-Kivu de s'enrôler dans des milices pour épauler les *FAZ*. Les Banyamulenge sont victimes de vol de leur bétail et des exactions.

Le Président du Rwanda de l'époque, *Pasteur BIZIMUNGU*, un Hutu modéré, lance un appel à l'Etat zaïrois : « *le Zaïre doit savoir que suite à la colonisation, il y a une population zaïroise d'expression kinyarwanda et qu'il faut reconnaître leurs droits de citoyens ; si vous voulez que ces Banyarwanda zaïrois quittent votre pays pour le Rwanda, nous sommes prêts à les accueillir mais avec leurs terres* ». Depuis cette déclaration, cette vérité historique est exploitée par des Congolais et des extrémistes Hutu rwandais contre le pouvoir de Kigali accusé de vouloir annexer une partie du territoire congolais, avec son corollaire « *la théorie de la balkanisation du Congo* ».

Le 15 octobre 1996, le Gouverneur du Kivu le pasteur *KYEMBWA wa LUMONA* proclame un ultimatum obligeant les Banyamulenge à quitter les hauts plateaux d'Itombwe dans un délai d'une semaine. Pendant ce temps l'Archevêque de Bukavu *Monseigneur Christophe MUNZHIRWA* excite ses fidèles en disant que le peuple Tutsi attaque le Kivu ; il demande à ses fidèles de résister à cette occupation. Ces déclarations incendiaires ne pouvaient que légitimer l'idéologie de violence anti-tutsi. Le 28 octobre 1996, le *Conseil de Sécurité de l'ONU* dénonce le rôle de l'Etat zaïrois dans l'armement et l'entraînement des milices Mai-Mai.

Le 30 octobre 1996, la ville de Bukavu est occupée par l'*AFDL* après un rude combat, *Monseigneur Christophe MUNZHIRWA* est assassiné ; l'Eglise accuse le Rwanda et les Tutsi comme responsables de ce crime. Une campagne de diabolisation des Tutsi sera organisée par l'Eglise catholique, des sermons et lettres apostoliques vont l'accompagner, les médias catholiques et les *ONG* chrétiennes vont y apporter leur contribution. La province du Kivu était devenue invivable pour les Tutsi.

En janvier 1997, le *Ministère de l'Information et de la Presse* du Zaïre publie un argumentaire qui donne l'orientation idéologique contre les Banyarwanda, plus particulièrement les Tutsi dont la nationalité zaïroise est contestée (*MINISTERE DE L'INFORMATION ET DE LA PRESSE*, 1997) ; le lynchage par délit de faciès devient légitime. Le 17 mai 1997, l'*AFDL* prend Kinshasa et Laurent KABILA se proclame Président de la République. Quelques mois après, le pouvoir *AFDL* va connaître des contradictions internes suite aux rivalités entre le groupe Balubakat et le groupe Banyarwanda pour le contrôle du pouvoir.

Le 11 juillet 1998, le Chef d'Etat-Major intérimaire de l'armée congolaise, *James KABAREBE*, est démis de ses fonctions par le *Président Laurent KABILA* ; cet officier rwandais était mis à la disposition des *Forces Armées Congolaises - FAC* sur demande *Laurent KABILA* ; remplacé par un Congolais le *Général Célestin KIFWA*, il sera nommé Conseiller Militaire Spécial à la Présidence. Le 27 juillet le Ministère de la Défense annonce la fin de la coopération militaire avec le Rwanda et l'Ouganda. Le 29 juillet 1998, les soldats rwandais quittent Kinshasa, y compris *James KABAREBE* ; le 01 août Ministre d'Etat *Déogracias BUGERA*, tutsi du Nord-Kivu, disparaît de la circulation.

Le 02 août 1998, une attaque militaire est menée contre la base militaire de Kitona qui tombe ; les assaillants avancent vers Matadi, un mouvement politique annonce être auteur de cet exploit : *le Rassemblement Congolais pour la Démocratie - RCD* est né, soutenu par le Rwanda, puis l'Ouganda ! Le Ministre des Affaires Etrangères du Congo *Abdoulaye YERODIA* qualifie les Tutsi de « *vermines à éradiquer et qui doivent subir le sort des Juifs* ». La ratonnade des Tutsi est enclenchée, beaucoup seront tués ! Toutes les milices Mai-Mai anti-tutsi sont réquisitionnées aux côtés de l'armée nationale ; le délit de faciès sera décrété emportant des Tutsi et des non-Tutsi, enrôlés dans des pneus en feu ou jetés au fleuve ! Le *Président Laurent KABILA* ordonne l'extermination de 20.000 Banyamulenge emmenées de Kalemie ; deux charniers sont découverts à Kisangani, à Lubumbashi des corps des Tutsi joncent les rues, etc... ! Le 04 août 1998, des centaines de Tutsi sont arrêtés à Kinshasa, beaucoup sont tués !

Toutes les régions du Congo seront contrainées, comme l'Ituri ; en effet Le 08 août 1998, Radio Bunia va ordonner les « *vrais congolais à abattre les Tutsi rwandais* », en les priant à « *sauter sur les gens à long nez, grands et minces, qui veulent nous dominer* ». Le délit de faciès était proclamé et toutes les personnes qui présentaient des traits distinctifs étaient lynchées. Le 03 octobre 1998, l'*ONU* dénonce le déplacement forcé des Banyamulenge à Kalemie et à Uvira, près de 10.000 personnes sont concernées. Le 27 décembre 1998 des camps de déplacés vont recevoir 130 familles de Banyamulenge en provenance de Vyura.

Le 01 février 1999 le ministre des droits humains *Léonard SHE OKITUNDU*, accusé d'être pro-tutsi, est menacé par les « *Comités de Pouvoirs Populaires* » une structure créée par *Laurent KABILA*. Le Conseiller Spécial de Laurent KABILA, le Commandant *MASASU NINDANGA* de mère Tutsi, co-fondateur de l'*AFDL*, est arrêté le 25 novembre 1999 et exécuté.

Au mois de mai 2000, avec l'aide matériel du gouvernement de Kinshasa, les réfugiés Hutu Rwandais vont créer à Kisangani les *Forces Démocratiques de Libération du Rwanda - FDLR* ; ce groupe armé va apporter son soutien total aux forces gouvernementales dans ses actions contre les mouvements rebelles armés.

Au mois de mai 2002, la branche militaire du *RCD/Goma* va connaître une mutinerie à Kisangani ; en s'emparant de la radio, les mutins invitent la population à chasser tous les Rwandais ; des Tutsi sont tués à l'arme blanche et la dissidence est violemment matée par le *Général Laurent NKUNDA* commandant de la région militaire de Kisangani, avec des dégâts collatéraux.

Le 30 juin 2003, un gouvernement de transition est mise en place à Kinshasa en application de l'accord de Sun City ; le dirigeant du *RCD/Goma Azarias RUBERWA*, un tutsi du Sud-Kivu, était choisi comme Vice-Président de la transition.

Du 25 mai au 02 juin 2004 des combats éclatent à Bukavu entre des soldats dissidents du *RCD/Goma* dirigés par le *Général Laurent NKUNDA* (tutsi du Nord-Kivu) et le Colonel *Jules MUTEBUSI* (tutsi du Sud-Kivu), et les forces régulières dirigées par le *Général BUDJA MABE* commandant de la 10^{ème} Région Militaire ; celui-ci est accusé par les soldats dissidents de mener des massacres des Banyamulenge ; le *Général BUDJA MABE* va accuser les dissidents de préparer une 3^{ème} guerre dans le Kivu. Les milices Mai-Mai et les éléments des *FDLR* vont épauler l'armée régulière. Des Banyamulenge au nombre de 27 sont tués et plus de 3000 vont se réfugier au Rwanda.

Le 02 juin 2004 la ville de Bukavu sera sous contrôle des dissidents qui vont exiger une enquête sur les massacres des Banyamulenge et le retour des réfugiés parqués à Cyanguu. Le 10 juin 2004, à la demande de la *Mission des Nations Unies au Congo - MONUC*, les dissidents se retirent pour céder la place aux forces régulières. Une manifestation de soutien à l'armée régulière sera organisée à Bukavu par la société civile ; des slogans anti-tutsis sont scandés, 2 Banyamulenge sont tués, 500 vont se réfugier au Rwanda, leurs maisons sont incendiées. Des cris de colères des manifestants vont demander aux Banyamulenge de « *rentrer chez eux au Rwanda* » Pour échapper à la ratonnade, plus de 5000 Banyamulenge vont quitter Uvira.

Dans la nuit du 13 août 2004, le camp des réfugiés Banyamulenge de Gatumba au Burundi, est attaqué par des hommes armés de machettes, d'armes automatiques, de grenades en chantant « *Alléluia* » ; 150 Tutsi Congolais, pour la plupart des femmes et des enfants, ont trouvé la mort. Le 16 août 2004, les victimes seront inhumées en présence des autorités congolaises, burundaises et rwandaises. Pour le Vice-président *Azarias RUBERWA*, le processus de paix avait un contenu fondamental, celui de la réconciliation nationale et la cohabitation de tous ; si le processus de paix conduit la population Tutsi à fuir, à être victime de génocide, il faut le réexaminer. Le Vice-président congolais en charge de la Défense et sécurité et sa délégation avait quitté le Burundi pour Goma dans le Nord Kivu où il avait déclaré se mettre en parenthèse de la transition issue de l'accord de Sun City. Menacé par les acteurs internationaux qui plotaient la transition, *Azarias RUBERWA* avait quitté Goma en catimini pour regagner Kinshasa, à la grande déception des officiers supérieurs du *RCD/Goma* ; ainsi ceux-ci avaient décidé de créer le *Congrès National pour Défense - CNDP* du Peuple dirigé par le *Général Laurent NKUNDA* afin de poursuivre les objectifs de la lutte ; notons que le M23 est une émanation du CNDP, avec les mêmes griefs.

URL source: <https://blogs.mediapart.fr/manzi-ye/blog/151020/grands-lacs-colonisation-et-origine-des-conflits-et-massacres-des-tutsi-4eme>